

Mondialisation de l'économie

Les enfants ne sont-ils pas
au coeur de la fracture
socio-économique et culturelle ?

par
Marc-Alain
Berberat

Du nouvel ordre économique
à l'économie mondialisée

Face aux effets sociaux désastreux provoqués par les politiques d'ajustement structurel que semblait requérir le paiement de la dette des pays en voie de développement, la communauté internationale, non gouvernementale et gouvernementale, avait considéré que le salut de la planète passait par l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Il s'agissait à l'époque de *combler la brèche humaine* (The Human Gap) entre les riches et les pauvres, c'est-à-dire entre le Nord et le Sud, faute de quoi nous allions tous périr. La solution passait par un ordre économique plus juste, dans un monde plus solidaire. Le débat sur le Nouvel Ordre Économique International (NOEI) allait offrir un thème privilégié dans l'affrontement verbal entre ce que l'on appelait alors *le socialisme et l'impérialisme*, les deux camps politiques qui se partageaient la planète, à grands renforts de démagogie, de corruption et de clientélisme. Pendant ce temps et en particulier à la suite de la hausse brutale des taux d'intérêts, au début des années '80, les

politiques d'ajustement allaient exercer leurs premiers effets néfastes sur les couches les plus défavorisées des populations au Sud, dans un premier temps, au Nord ensuite, par un effet boomerang que décrit bien Susan George dans un ouvrage qui porte ce titre [1].

Les premières victimes de cet ajustement ont été les enfants, les sans-voix, et cela par le biais des réductions sévères opérées dans les budgets nationaux alloués à la santé, à l'éducation et aux affaires sociales. Dans un document publié à l'occasion de la Conférence mondiale sur l'Éducation pour tous – Jomtiem –, certains milieux de la Banque mondiale reconnaissaient que ces secteurs avaient fait l'essentiel des frais des politiques d'ajustement structurel (plus de 60% s'agissant de l'éducation). On était bien loin du nouvel ordre économique promis !

Et pourtant, un *nouvel ordre économique international*, est bel et bien en voie de s'installer, et ce n'est pas le moindre mérite de la chute des régimes communistes que d'avoir contribué à faire apparaître les enjeux économiques mondiaux dans leur réalité la plus crue. Malheureusement, l'ordre économique qui se dessine depuis quelques années n'est pas celui que l'on attendait. Les lendemains qu'il nous réserve ne semblent pas plus brillants que la situation qui prévalait lors de la crise suscitée par le scandale de la dette extérieure des pays pauvres. Les économies inspirées du marxisme ayant démontré leur inefficacité, c'est au tour du capitalisme d'apparaître dans toute sa faiblesse et, surtout, avec toutes les questions angoissantes que suscite un marché désormais mondial.

Une fois apaisées les vagues d'espoir qui ont suivi la chute des régimes totalitaires en Europe du Centre et de l'Est, un nouvel ordre économique est en effet apparu : les francophones parlent à son sujet de *mondialisation de l'économie* alors que la langue anglaise préfère le terme de

globalisation. Il s'agit pourtant du même phénomène caractérisé en premier lieu par une situation d'étroite interdépendance économique entre les différentes régions de la planète. Interdépendance économique produite avant tout par la libéralisation des échanges et la révolution technologique provoquée par les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) et caractérisée par l'apparition de nombreuses entreprises, grandes ou petites, dont les différents services peuvent être dispersés dans divers continents. Le monde doit donc désormais être considéré comme un immense marché, le lieu d'une bataille économique sans précédent.

La mondialisation de l'économie repose sur une compétition généralisée qui fonctionne comme un vaste jeu à somme nulle. L'enjeu de l'économie planétaire est en effet limité en non extensible à moins que l'on ne se résigne à la catastrophe écologique qu'impliquerait une croissance sans bornes. Lorsque les seules valeurs qui animent le système socio-économique relèvent de la productivité à tout prix, de la logique marchande et de la déréglementation, une compétition généralisée pour un enjeu limité ne peut que conduire à l'exclusion des plus faibles. Un des principaux éléments nouveaux du système qui se développe actuellement, par rapport aux crises économiques que l'on a connues autrefois, c'est qu'avec l'économie mondialisée la croissance ne semble plus être créatrice d'emplois. Les gains de productivité qui ont caractérisé dans un premier temps le secteur secondaire et déplaçaient de nombreux travailleurs vers les services se sont étendus, aujourd'hui, à ces mêmes services, impliquant dans ce secteur les licenciements massifs connus antérieurement dans l'industrie. La règle consiste à produire toujours plus en utilisant toujours moins de travailleurs; les cinq cents plus grandes entreprises de la planète n'ont pas hésité à licencier près de 400 000 personnes par année alors même qu'elles enregistraient une très forte progression de leurs profits. Il suffirait d'ailleurs aujourd'hui qu'une société annonce

des licenciements massifs pour voir monter la valeur de ses actions !

Dans ces conditions, l'effet essentiel de la mondialisation ne peut que justifier la description que le baron Necker donnait du libéralisme tel qu'il était prôné, au XVIII^e siècle, par le ministre français Turgot : *“Un combat obscur et terrible où l'on ne peut pas compter le nombre des malheureux, où le fort opprime le faible, à l'abri des lois”*.

Dans une économie mondialisée, nous dit Robert Reich [2], il n'y a plus de firme américaine, japonaise ou allemande, pas plus que de produits finis qui puissent se réclamer d'un tel label national. Aujourd'hui déjà, affirme-t-il, preuve à l'appui, les produits finis sont des assemblages internationaux. Une voiture Ford, même si elle est achetée aux États-Unis, peut très bien contenir plus de composants japonais qu'une voiture japonaise Mazda, importée du Japon celle-là. Ceux qui prônent aujourd'hui l'achat exclusif de produits nationaux entretiennent un leurre.

Selon le même auteur, trois catégories d'emplois devraient correspondre aux activités caractéristiques de l'économie mondialisée : premièrement, les services de production courante qui se rapportent aux tâches répétitives effectuées traditionnellement par les *cols bleus*. Certaines tâches nouvelles usant de l'informatique, mais de façon répétitive, peuvent aussi relever de ce genre de service. En deuxième lieu, les services personnels, qui impliquent aussi des tâches répétitives et simples ... mais il s'agit ici de services rendus ou dispensés de personnes à personnes et qui, par conséquent, ne peuvent être vendus dans le monde entier, comme c'est le cas pour les services de restauration, de santé, par exemple. Enfin, les services de *manipulation des symboles*. C'est au sein de ces services que l'on identifie et résout les problèmes, que l'on procède au courtage stratégique à l'échelle planétaire, que l'on contrôle la finance internationale qui l'emporte désormais sur la production. Dans un tel

système, les travailleurs des services de production courante devraient recevoir une part décroissante de chaque dollar dépensé, pendant que les manipulateurs de symboles verraient leurs salaires ou honoraires toujours plus élevés. Alors que les manipulateurs de symboles, bénéficiant d'un niveau assez élevé de qualification, sont – pour l'instant – surtout concentrés dans le nord de la planète, l'on peut trouver partout des travailleurs avec les qualifications requises pour les services de production, comme le souligne Reich : “ *Les conséquences sont très claires pour les industries lourdes : la production de masse standardisée se dirige inéluctablement là où le travail est le moins cher et le plus accessible*” [2].

C'est le mécanisme bien connu de la délocalisation, transfert des services de production courante des pays où les salaires se situent au-dessus de 95 US\$ par jour vers les pays où ils se situent entre 2,50 et 44 US\$ par jour, ou parfois même moins lorsque la main-d'œuvre exploitée se compose d'une multitude d'enfants abandonnés, vendus ou simplement mis en gage par leurs parents sur la base d'une dette contractée par ces derniers.

Dualisation, marginalisation, exclusion

Le nouvel ordre instauré par la mondialisation est un ordre économique qui, si l'on se réfère aux premiers effets observés, marginalise les faibles, les handicapés, ceux qui sont désarmés et surtout ceux qui sont sans voix, sans pouvoir, parmi lesquels les enfants constituent le plus grand groupe. Cet ordre affecte sévèrement et simultanément les marginaux des pays riches, les peuples indigènes, les majorités (marginalisées) des pays pauvres, les *sans-voix* de partout et les enfants, par conséquent [3].

Cet ordre accentue la *dualisation*, au niveau des nations aussi bien qu'entre les grandes régions qui composent la planète, c'est-à-dire le développement de sociétés où les riches sont toujours plus riches, mais plus rares, et les pauvres, les exclus, les marginaux toujours plus pauvres et toujours plus nombreux. La mondialisation de l'économie aurait pu être envisagée comme la réponse à la menace que représente pour le genre humain le fossé croissant entre le Nord et le Sud. Fondée sur une éthique de la solidarité, elle aurait dû être un moyen de faire participer les pauvres à la croissance. Elle aurait pu instaurer la justice par un partage délibéré. Si partage il y a, il n'a lieu qu'entre les plus nantis du Nord et leurs alliés les plus privilégiés du Sud. Le résultat le plus dramatique sur le plan humain, c'est que les exclus et les marginaux du Nord et du Sud, plutôt que d'être des alliés face à ceux qui monopolisent la richesse, sont désormais concurrents, voire adversaires, dans leur lutte pour la survie. Pour la première fois dans l'histoire, nombreux sont les parents dans les pays industrialisés qui n'envisagent plus une amélioration de la situation socio-économique de leurs enfants, par rapport à la leur.

À l'heure actuelle, l'effet le plus visible de la mondialisation de l'économie réside dans le chômage, première étape vers la *marginalisation* et l'*exclusion*. Cette dernière est fréquemment cause d'alcoolisme, de crises dans les couples et de violence domestique à l'encontre des femmes et des enfants, de rupture du lien familial finalement. Livrés à eux-mêmes, les enfants ne trouvent souvent pas d'autre refuge que celui offert par la rue où ils sont à la merci d'adultes dont les intentions ne sont pas toujours louables. On constate que les mafias qui sévissent dans certains pays d'Europe de l'Est basent fréquemment leurs activités délictueuses sur la coopération forcée des enfants de la rue. L'exploitation des enfants dans l'industrie internationale du crime n'en est peut-être d'ailleurs qu'à ses débuts. Les enfants des rues, quant à eux, lorsqu'ils ne sont pas abattus comme des rats, sont fréquemment victimes de proxénètes

internationaux qui les livrent, garçons ou filles confondus, aux caprices d'une nouvelle catégorie de touristes ... "internationaux", ce qui est aussi un aspect de la mondialisation.

Mais cette course effrénée vers le profit n'affecte pas que ceux qui sont victimes du chômage. Les travailleurs qui ont la chance de conserver leurs emplois, victimes des déréglementations, voient leurs conditions de travail se détériorer, les cadences s'accélérer alors que s'amenuisent la présence et la disponibilité affective que l'on attend d'eux dans leurs foyers. Ici aussi, les enfants sont de trop. Quant à cette absence physique ou psychologique du père au sein de son foyer, on commence à comprendre, aujourd'hui, les conséquences désastreuses qu'elle peut avoir pour le développement de base de la personnalité de l'enfant au plan de la construction de l'identité. L'effritement de telles bases a pour résultat fréquent, au sein de la famille, d'exacerber l'agressivité contre la femme, la misogynie à l'extérieur du foyer, la violence, le viol, le racisme et la xénophobie. Fait aggravant, c'est au moment même où les femmes sont sélectivement frappées par le chômage et renvoyées massivement chez elles que ce phénomène se produit. Comme le rappelle Christiane Olivier dans son dernier ouvrage : *"Plus la relation mère-fils est unique et prolongée, plus la réaction de l'homme sera violente. La famille monoparentale n'est donc en rien le lieu idéal d'où sortira l'homme nouveau. Bien au contraire, le fait de n'avoir été élevé que par une femme ne peut qu'augmenter la réaction des garçons contre les femmes"* [4].

L'enfant-marchandise

Dans ce grand champ de bataille que représente l'économie mondiale, avec ses exigences de compétitivité, de productivité et de soumission générale à la logique marchande, des termes tels que *capital humain* et même

ressources humaines prennent parfois une signification inattendue, mais peut-être plus conforme à l'acceptation habituelle de termes tels que *capital* ou *ressource*.

C'est l'être humain lui-même, en l'occurrence l'enfant, et non plus simplement le fruit de ses activités qui prend une valeur marchande. Faire de son enfant un sportif de pointe ou une vedette précoce du spectacle, au risque de nuire sévèrement à son développement physique ou psychique; louer ses enfants dès le plus jeune âge à des agents de publicité, cela peut rapporter beaucoup d'argent !

Les milieux du sport avaient montré le chemin à suivre dans la pratique douteuse... du point de vue de l'éthique au moins, des transferts de sportifs qui ne sont pas sans rappeler la vente des esclaves-gladiateurs sous l'Empire romain. Avec les enfants, c'est encore plus facile puisqu'on ne se préoccupe pas de leur consentement. Derrière les enfants-vedettes dans le sport, derrière le petit Jordi qui, à trois ans seulement, se trémousse sur les scènes de théâtre et rapporte des millions de dollars à ses parents, derrière les enfants-boxeurs ou les conducteurs de chameau dans des courses particulièrement dangereuses, c'est toujours la même logique marchande qui se profile.

C'est encore la logique du profit à tout prix qu'il faut percevoir derrière ces beaux bébés que l'on exhibe sur nos écrans de télévision pour vendre des couches jetables... ces beaux et malheureux bébés que l'on a tout simplement dressés en vue de tels comportements, selon les meilleures techniques développées par Skinner et ses disciples sur des pigeons !

Comment, dans ces conditions, ne pas attribuer une bribe de vérité aux témoignages de plus en plus nombreux qui nous parviennent relatifs au trafic d'organes d'enfants ? Il est notoire que les adultes de certains pays, contraints par la misère, pour liquider une

vieille dette et croyant offrir un meilleur avenir à leur enfant, n'ont pas hésité à mettre en vente l'un ou l'autre de leurs organes. Ailleurs, on n'hésite pas à prélever les organes de condamnés à mort que l'on vient d'exécuter. Sans pouvoir affirmer qu'il existe un trafic d'organes d'enfants, organisé et international, des indices troublants existent concernant le cas d'enfants des rues que l'on aurait enlevés pour leur prélever un organe avant de les abandonner à la rue, mutilés ou morts.

C'est à un commerce apparemment moins cruel, mais commerce de *marchandise humaine* tout de même, que conduisent certaines pratiques d'adoption internationales qui camouflent parfois un authentique trafic d'enfants. Des pratiques qui relèvent directement de la logique mercantile qui, une fois de plus, caractérisait autrefois le trafic d'esclaves.

Quant à la natalité forcée, suscitée par des traditions, des décrets ou des préceptes prétendument religieux, ne contribue-t-elle pas, par ses effets sur l'explosion démographique, à renforcer cette conception de l'enfance en tant que valeur marchande.

La logique marchande, la recherche des gains rapides et l'esprit propre à *l'économie de Casino*, qui accompagne fréquemment la mondialisation, influencent aussi l'attitude des populations face au rôle que peuvent jouer l'éducation et la scolarisation. On assiste chez les pauvres à un accroissement important de la désertion et du décrochage scolaire. Pour de nombreuses familles, le travail des enfants est malheureusement la condition de leur survie.

Raisonnement diamétralement opposé chez les parents des milieux aisés dont les enfants fréquentent des écoles privées mieux dotées que les misérables écoles publiques. Raisonnement influencé par la logique de l'excellence, une autre composante de la mondialisation de l'économie. Il s'agit pour ces parents de tout mettre en

œuvre pour que leurs rejets deviennent envers et contre tout des *manipulateurs de symboles*. Autre logique, mais qui n'en compte pas moins ses victimes avec le stress, les suicides que suscite une telle pression.

Chez les nantis comme chez les pauvres, l'enfant est considéré comme un objet devant satisfaire les besoins matériels immédiats pour les exclus ou, à plus long terme, les projets non réalisés ou les projections des parents ! Il va de soi que le désengagement des pouvoirs publics dans le secteur éducatif ne peut que renforcer cette autre conséquence du processus de dualisation de la société.

Les enfants et la transition vers l'économie de marché

La transition vers l'économie de marché à laquelle l'on assiste dans les ex-pays communistes est un aspect particulier de la mondialisation de l'économie. Dans un rapport récent, l'UNICEF vient d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les retombées tragiques de cette transition en ce qui concerne la situation des enfants [5]. La réduction des budgets des gouvernements ont affecté, en premier lieu, les dépenses dans le domaine de la santé et de l'éducation. De nombreux services autrefois gratuits (repas scolaires, vacances à la mer ou à la montagne, activités sportives ou culturelles) ne sont aujourd'hui plus disponibles, sinon contre paiement.

La hausse des salaires qui devait résulter de l'introduction de l'économie de marché n'ayant pas encore compensé cette disparition des subventions, de nombreux enfants sont désormais privés de ces services et, lorsqu'ils proviennent des milieux les plus défavorisés, livrés à la rue et à ses dangers.

La définition des contenus nouveaux de l'éducation semble, par ailleurs, avant tout préoccupée de répondre aux besoins de l'implantation de l'économie de marché. Jusqu'aux plus hautes sphères de l'État, les seules valeurs prônées semblent être le goût du profit. La formation des jeunes à la citoyenneté, aux principes de la démocratie et des droits de l'homme ne figurent pas dans les priorités de ceux qui président aux réformes des systèmes scolaires. À l'école comme ailleurs, des mots tels que *solidarité* ou *coopération* n'ont plus cours; c'est la compétition qui devient le maître-mot. La pauvreté, la disparition des subventions, la baisse générale du revenu familial, contraignent les parents à travailler beaucoup plus qu'auparavant. Alors que la famille, autrefois dessaisie d'une partie de son rôle éducatif par les régimes totalitaires, devrait être en mesure de recouvrer son rôle traditionnel, la situation économique contraint donc les deux parents à s'éloigner du foyer durant de longues heures. Ceci favorise la désintégration de la famille et son corollaire fréquemment observé ailleurs : l'augmentation du nombre d'enfants en situation de risque, notamment d'enfants en conflit avec la loi [6].

On doit aussi tenir compte de l'effet négatif de la pauvreté et de la dégradation du système de protection sociale sur la situation morale des populations. Trois années après les événements qui ont conduit à la chute des régimes communistes, c'est le désenchantement qui règne et les gens se retrouvent sans espoir ni projets pour l'avenir. Il est vain d'espérer d'une société sans projets que la préoccupation pour l'enfance (porteuse des projets des adultes) y soit prioritaire.

Comme nous l'avons évoqué ci-dessus pour certains pays en voie de développement, en Europe centrale et orientale aussi, les gains faciles réalisés grâce à des activités commerciales dans la rue ont engendré la désertion scolaire et contribué à dévaloriser la formation professionnelle, comme le souligne Alain Minc dans son

dernier ouvrage : *“Faut-il avoir la morale chevillée au corps à dix-sept ou dix-huit ans pour préférer un stage de formation mal payé, sans débouché, au statut de petit caïd qui s’accompagne de revenus substantiels, de temps libre et de l’admiration des autres”* [7].

L'enfant, à l'interface entre modernité - marché mondial et cultures traditionnelles

La mondialisation de l'économie et l'ouverture brutale des pays en voie de développement aux lois du marché suscitent un interface d'un genre nouveau entre certains éléments des cultures traditionnelles et la modernité, rencontre sans véritable dialogue et dont les effets sur la situation des enfants n'ont pas encore été suffisamment évalués. Prenons l'exemple du travail des enfants : de nombreuses cultures au Nord comme au Sud de la planète le considéraient comme une valeur. C'était en effet dans le cadre de ce travail que se transmettaient les techniques et une partie des savoirs d'une génération à l'autre.

Lorsque le travail cesse de ne viser qu'à l'autosuffisance, alors que le marché s'ouvre à l'ensemble de la planète, ceux qui ne s'inspirent que de la logique marchande et du profit à tout prix ont tôt fait de comprendre comment ils peuvent tirer parti d'une pratique ancestrale. C'est alors que la pratique traditionnelle et traditionnellement acceptée devient exploitation à grande échelle. Il ne faudrait pas non plus sous-estimer l'effet que peut avoir sur l'exploitation des femmes et des enfants au travail le dédain qu'éprouvent les hommes de certaines cultures pour le travail manuel, un travail traditionnellement réservé aux esclaves. Le travail et les tâches de production que les préjugés culturels interdisent aux hommes deviennent donc

l'affaire des femmes et des enfants. C'est ainsi que femmes et enfants se retrouvent doublement victimes de la rationalité économique moderne et de traditions millénaires.

Autre situation à l'interface entre les caractéristiques de l'économie-monde et les cultures traditionnelles : la situation des fillettes ou des enfants de certaines catégories sociales ou ethniques traditionnellement défavorisées ou victimes du système des castes. L'esclavage, en particulier l'esclavage pour dette, pratique traditionnelle qui a malheureusement survécu dans certains pays d'Afrique et d'Asie prend, dans une économie mondialisée, des dimensions jamais atteintes auparavant. Le système des castes de même que les hiérarchies traditionnelles entre groupes ethniques permettent de justifier facilement l'exploitation du personnel bon marché requis par l'économie mondialisée. Ceux qui vivent et s'enrichissent à partir d'une telle exploitation ont beau jeu de se réfugier derrière l'alibi culturaliste.

Un élément de culture traditionnelle tel que le système de la dot nécessaire au mariage des jeunes filles prend un tour encore plus dramatique dans des sociétés où ne comptent que la compétitivité et la productivité, où tout est considéré sous l'angle de la valeur marchande. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter l'accroissement du nombre de fillettes assassinées par leurs parents en Inde. Les technologies modernes de diagnostic prénatal du sexe des embryons qui se pratiquent aussi dans ce pays permettent de transformer une pratique déjà pleinement condamnable en un véritable génocide [8]. L'autre issue pour toutes ces fillettes indésirables parce qu'occasionnant trop de dépenses à leurs parents : la rue, la prostitution dès le plus jeune âge, les profits immédiats grâce à tous ces clients argentés du Nord, dont le déplacement massif est aussi un élément de l'économie-monde.

Pour une charte sociale mondiale

La mondialisation de l'économie doit être réorientée de façon à devenir le moyen par lequel les États de la planète se liguent pour combler la *brèche humaine* et contribuer directement au *développement durable* défini par la Conférence mondiale de Rio sur l'environnement. En détruisant l'environnement par une croissance démesurée, c'est encore aux enfants, les adultes de demain, que l'on porte préjudice .

Une mondialisation des marchés qui ne serait pas accompagnée d'une mondialisation concomitante de certaines valeurs telles que la solidarité, la démocratie, les droits de l'homme, les droits de l'enfant, ne peut conduire à plus ou moins brève échéance qu'à une explosion sociale au niveau planétaire. Il est temps que l'éthique des affaires, dont on se targue sinon dans les grandes entreprises du moins dans les ouvrages classiques de management, se mette à imprégner les actes de ceux qui ont entre leurs mains le destin économique de la planète.

Tout doit être mis en oeuvre pour que les plus faibles soient protégés de l'exploitation et que la planète ne soit pas qu'un vaste marché régi par la loi de la jungle. Des mesures doivent être prises pour que les travailleurs du Nord privés de leurs emplois par des délocalisations ne soient simplement remplacés par de la main-d'oeuvre enfantine au Sud. On devra en appeler une fois de plus au devoir d'ingérence pour interdire le commerce avec des partenaires qui ne respecteraient pas les normes internationales. Face à la mondialisation de l'économie, les normes existantes ne sont plus suffisantes. C'est un problème qui devrait constituer l'essentiel des préoccupations et des travaux du prochain sommet mondial pour le développement social.

Les conventions de l'OIT, notamment la *Convention sur l'âge minimum concernant le travail des enfants*, la *Convention internationale relative aux droits de l'enfant* (1989), de même que les autres normes internationales en matière de lutte contre toutes les formes de discrimination devraient fournir les bases nécessaires à l'élaboration d'une Charte Sociale Mondiale.

Inspirée en outre de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948, cette charte mondiale devrait établir les normes applicables dans tous les pays qui entendent participer au grand marché mondial. Seraient par exemple exclus de ce grand marché les pays dans lesquels on exploite les enfants, où l'on tolère et pratique l'esclavage, où l'on ne réprime pas l'exploitation sexuelle des enfants, où l'on vend et mutilé des fillettes et où l'on ne respecte pas les droits de l'enfant [9].

Il appartiendrait alors, bien entendu, aux organisations non gouvernementales de mettre en place avec les populations défavorisées des pays concernés par cette exclusion des actions de coopération dont les canaux de communication seraient à l'abri des interférences et des prélèvements (*pots de vin*) opérés habituellement par les élites financières ou gouvernementales dans les programmes bilatéraux gouvernementaux !

Fondée sur une politique économique élaborée à partir des intérêts et des besoins des majorités et conditionnée par le respect d'une charte sociale à l'échelle planétaire, la mondialisation de l'économie pourrait aussi présenter son versant positif, et devenir un facteur de développement démocratique et social. Par analogie aux langues dans la fable d'Esopé, la mondialisation de l'économie peut être le meilleur... ou le pire. ■

Notes

- [1] L'effet boomerang : choc en retour de la dette du tiers monde. Trad. de l'anglais par Thiery Piélat, Paris, La Découverte, 1992.
- [2] Voir : L'économie mondialisée. Trad. de l'américain par Daniel Termans, Dunod, Paris, 1993.
- [3] Déjà cité
- [4] Les fils d'Oreste : ou la question du père. Flammarion, Paris, 1994.
- [5] Voir : Central and Eastern Europe in Transition. Public Policy and Social Conditions. Novembre 1993.
- [6] Rappelons qu'un enfant à risque, selon le Grand Dictionnaire de Psychologie, est un enfant dont on présume que la santé, la sécurité ou la moralité ne sont plus en mesure d'être assurées au mieux de son épanouissement.
- [7] *Le nouveau Moyen Age*. Gallimard, Paris, 1993.
- [8] Précisons que l'usage de connaissances de pointe en biologie pour le choix du sexe des enfants n'est pas l'apanage de certains pays en voie de développement. On ferait bien, au sujet de ces techniques de même qu'au sujet de toutes les manipulations génétiques préalables à la naissance, de s'interroger sur la conformité de ces pratiques avec l'éthique qui imprègne la Convention internationale relative aux droits de l'enfant.
- [9] Lors de sa dernière assemblée générale tenue à Grenade, en 1992, Défense des Enfants-International (DEI) a décidé de consacrer le thème de sa prochaine assemblée à l'impact de la mondialisation de l'économie sur l'enfance.

Références

George, Susan : L'effet boomerang : choc en retour de la dette du tiers monde. Trad. de l'anglais par Thiery Piélat, Paris, La Découverte, 1992.

Grand Dictionnaire de Psychologie, Larousse, Paris, 1991.

Minc, Alain : Le nouveau Moyen Age. Gallimard, Paris, 1993.

Olivier, Christiane : Les fils d'Oreste : ou la question du père. Flammarion, Paris, 1994.

ONU : Convention internationale relative aux droits de l'enfant (1989).

ONU : Déclaration universelle des droits de l'homme (1948).

Reich, Robert : L'économie mondialisée. Trad. de l'américain par Daniel Termans, Dunod, Paris, 1993.

UNESCO : Conférence mondiale sur l'éducation pour tous. Jomtien, 1990.

UNESCO/Greenwood Press : État des ratifications des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

UNICEF : Central and Eastern Europe in Transition. Public Policy and Social Conditions. Novembre 1993.

